

**DECISION N°2021-L0678/ARCOP/ORD**

sur recours de l'Entreprise ECOYAF FORAGE WEND KUUNI contre les résultats provisoires de la demande de prix n°2021-003/RSUO/PPON/CPRGB pour les travaux de réhabilitation de six (06) forages au profit de la Commune de Périgban

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS  
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** *la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public, ensemble ses modificatifs ;*
- Vu** *le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;*
- Sur** *recours par lettre en date du 16 novembre 2021 de l'Entreprise ECOYAF FORAGE WEND KUUNI contre les résultats provisoires de la demande de prix ci-dessus citée ;*

présidé par Monsieur Souleymane COULIBALY, membre de l'Organe de règlement des différends (ORD) ;

en présence de :

- Monsieur Roger MILLOGO, membre de l'ORD ;
- Monsieur Jean Urbain KORSAGA, membre de l'ORD ;
- Monsieur A. Dramane SAKANDE, assurant le secrétariat de l'ORD ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre du requérant, Messieurs KABORE Elie et SAWADOGO Ismaël, représentant ECOYAF FORAGE WEND KUUNI ;
- au titre de l'autorité contractante, Monsieur DA Bébé Nabè, PRM de la Commune de Périgban ;
- au titre de l'attributaire provisoire, Mesdames SOMBRE Sakinatou et COMPAORE Alida, représentant ETA-COUF ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

**EN LA FORME :**

**sur la compétence,**

considérant que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes de l'article 24 du décret n°2017-0050 ci-dessus visé, l'ORD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne la contestation des résultats provisoires de la demande de prix n°2021-003/RSUO/PPON/CPRGB pour les travaux de réhabilitation de six (06) forages au profit de la Commune de Périgban ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

**sur la recevabilité,**

considérant qu'aux termes de l'article 26 de la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique susvisée « Les délais de passation, de contrôle et de règlement de différends relatifs aux commandes publiques sont fixés comme suit :

- (...) ;
- pour le recours des candidats et soumissionnaires auprès de l'autorité contractante ou devant l'instance de recours non juridictionnel, selon qu'ils exercent un recours préalable devant l'autorité contractante qui est facultatif ou un recours, directement devant l'instance de recours non juridictionnel: deux jours ouvrables à compter du lendemain de la publication de l'avis d'appel à concurrence ou des résultats des travaux de la commission d'attribution des marchés ou de la réception de la lettre d'invitation selon le cas ;

En cas d'exercice de recours préalable devant l'autorité contractante, celle-ci répond aux candidats ou soumissionnaires requérants dans les deux jours ouvrables à compter de sa saisine ;

Lorsque la réponse de l'autorité contractante est insatisfaisante ou lorsqu'elle ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, les candidats ou soumissionnaires disposent de deux jours ouvrables à compter de l'échéance du délai imparti à l'autorité contractante, pour saisir l'instance de recours non juridictionnel ;

(...) » ;

considérant que les résultats provisoires de la demande de prix ci-dessus citée ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°3226 du vendredi 12 novembre 2021, et que le délai de recours auprès de l'autorité contractante ou de l'ORD courait jusqu'au mardi 16 novembre 2021 ; que l'Entreprise ECOYAF FORAGE WEND KUUNI a saisi l'ORD par lettre en date du mardi 16 novembre 2021 ; que par ailleurs, le recours est conforme aux autres conditions de recevabilité prévues à l'article 28 du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1<sup>er</sup> février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

que, dès lors, il convient de le déclarer recevable ;

#### **AU FOND :**

##### **sur les faits;**

la Commune de Périgban a lancé la demande de prix n°2021-003/RSUO/PPON/CPRGB pour les travaux de réhabilitation de six (06) forages à son profit ;

la Commission communale d'attribution des marchés (CCAM) a déclaré l'offre de l'Entreprise ECOYAF FORAGE WEND KUUNI non conforme au motif qu'il a fourni un agrément M1 au lieu d'un CAP en génie mécanique pour le technicien (installateur) pompe à motricité humaine ;

le requérant conteste la décision de la CCAM et soutient que le référentiel de gestion des infrastructures hydrauliques en milieu rural est unique et indique le maintenancier (artisan réparateur agréé par la direction en charge de l'eau) comme la personne habilitée à intervenir sur les pompes à motricité humaine (PMH) ; que pour sa formation qu'il a suivi auprès du Ministère de l'eau et de l'assainissement, il a aussi exécuté un contrat tripartite avec la commune et l'association d'usager de l'eau dont l'objet est le suivi/réparation des PHM ; que pour l'exécution du présent marché ledit technicien est habilité ;

il sollicite donc de l'ORD un réexamen des résultats provisoires afin de le rétablir dans ses droits ;

##### **sur la discussion,**

considérant que le dossier a requis un CAP en génie mécanique au niveau du technicien (installateur) pompe à motricité humaine ; que le requérant a fourni en lieu et place un agrément M1 ;

que l'ORD, après avoir entendu les parties et effectué les vérifications utiles, à renvoyer la CCAM à s'assurer auprès des autorités compétentes de l'équivalence entre l'agrément M1 fourni pour le technicien installateur de pompe à motricité humaine et le CAP génie mécanique requis dans le dossier ;

qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de dire que la plainte du requérant n'est fondée sous réserve des vérifications ;

par ces motifs ;

**DECIDE :**

**-qu'il est compétent ;**

**-que le recours de l'Entreprise ECOYAF FORAGE WEND KUUNI est recevable ;**

**-que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;**

**-que la plainte de ECOYAF FORAGE WEND KUUNI n'est pas fondée, sous réserve de la vérification auprès des autorités compétentes de l'équivalence entre l'agrément M1 fourni pour le technicien installateur de pompe à motricité humaine et le CAP génie mécanique requis dans le dossier ; que les réponses obtenues doivent être communiquées à l'ARCOP ;**

**-de confirmer sous réserves des vérifications les résultats provisoires de la demande de prix n°2021-003/RSUO/PPON/CPRGB pour les travaux de réhabilitation de six (06) forages au profit de la Commune de Périgban ;**

**-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée où besoin sera.**

Ouagadougou, le 19 novembre 2021

Le Président de séance

**Souleymane COULIBALY**  
*Commandeur de l'ordre national*